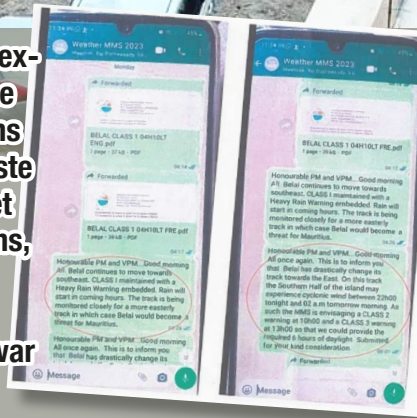




Évolution du cyclone Belal

Des messages WhatsApp envoyés au PM et au VPM Husnoo

Alors que le gouvernement avait accusé l'ex-directeur de la Météo, Ram Dhurmea, de ne pas avoir fait son travail correctement dans le sillage du cyclone Belal, ce dernier riposte dans une demande de révision judiciaire et souligne qu'outre ses différentes prévisions, il avait aussi envoyé des messages par WhatsApp au Premier ministre, Pravind Jugnauth, et au vice-Premier ministre Anwar Husnoo, pour leur informer de la situation



Dr. Takesh Luckho, économiste



« Une poussée inflationniste vers la mi-septembre et le début d'octobre »

Affidavit Shibchurn

L'ex-ASP Kokil et d'autres protagonistes déjà entendus



Navin Ramgoolam promet des réformes salariales

Suite à ses interpellations sur la donation saoudienne de 6 millions de dollars

Le Maulana Khodadin dit être victime d'intimidations



Une pénurie qui fait voler des plumes

Le poulet se fait rare !



Manchester United sauvé par sa recrue Joshua Zirkzee face à Fulham en ouverture de la Premier League

Téléchargez

votre copie gratuite tous les dimanches

<https://www.sundaytimesmauritius.com/news/>

SUNDAY TIMES





BioloMix



New Generation Cooking,
 Hot & Cold Functions,
 Stewing, Braising,
 Steaming, Blending
 Dry & Wet Grinding,
 Smoothie, Porridge,
 Hot Soup, Ice Crushing
 and many more.

300°C

Resistance to cold and heat shock

Five Layers Composite Cup

Health Thickened Borosilicate Glass



1250ML Hot Drink



1500ML Cold Drink

- ① Trace element layer
- ② Antioxidant ion layer
- ③ Nanoglobulin layer
- ④ Water molecule activated layer
- ⑤ Harden tempered layer



Represented by

MULTI HOUSEWARE Co. Ltd

1st Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Évolution du cyclone Belal

Des messages WhatsApp envoyés au PM et au VPM Husnoo

L'ex-directeur de la Météo, Ram Dhurmea a-t-il été victime d'une mauvaise décision gouvernementale lors du passage du cyclone Belal en janvier 2024 ? Cette question revient sur le tapis à la lumière de la demande de révision judiciaire de celui qui avait été suspendu avec effet immédiat par le ministère de la Gestion des catastrophes le 17 janvier 2024. Ram Dhurmea conteste, par voie juridique, une procédure disciplinaire visant à le pousser vers une retraite anticipée. Il soutient d'ailleurs n'avoir jamais été appelé à s'expliquer suite à sa suspension. Ce qui laisse pantois. La seule explication qu'il a été appelé à fournir concerne les raisons pour lesquelles il ne devrait pas être mis à la retraite dans l'intérêt de la fonction publique.

Dans sa demande de révision judiciaire déposée en Cour suprême le 14 août par le biais de son avoué, Me. Jaykar Gujadhur, il revient en détails sur différentes observations de la trajectoire du cyclone Belal, avec preuves à l'appui. Il affirme avoir dûment informé le 'National Crisis Committee' de toutes ses observations. Mais les membres de ce comité, paraît-il, avaient d'autres préoccupations. « *Despite having been informed about the imminent threat of the heavy rainfall followed by torrential rain conditions on Monday 15 January 2024, the NCC still could not reach a decision as to whether the workforce ought to be allowed to report to work. This issue seemed to be of great concern to a member of the Committee. He also brought to the attention of the Committee, should nurseries be closed on the next day, i.e. on 15 January 2024, this would result in high rate of absenteeism in the workforce. The said member brought to the attention of the Committee that, on several occasions in the past, torrential rain warnings were issued whilst people were at work. This would therefore*

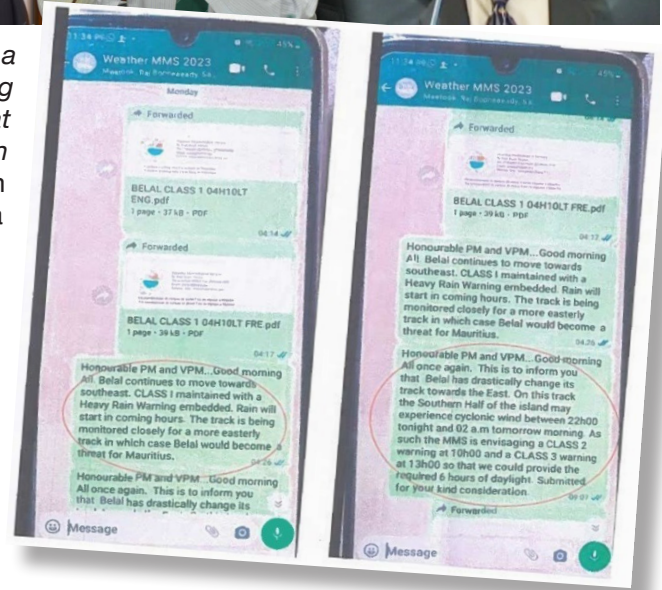


mean that, issuing a torrential rain warning whilst people were at work, would not be an issue », explique Ram Dhurmea dans sa demande de révision judiciaire. En d'autres mots, pour ce membre du comité, dont le nom n'est pas cité, les activités économiques étaient plus importantes que la sécurité des travailleurs.

Ce n'est pas tout.

Ram Dhurmea révèle un autre élément de taille. Il souligne, en effet, avoir informé le Premier ministre Pravind Jugnauth ainsi que le VPM Anwar Husnoo, à travers des messages WhatsApp de l'évolution du cyclone Belal et de son intention d'émettre une alerte 2 et 3 dans les heures qui suivent. Or, ces messages n'ont jamais été évoqués par le chef du gouvernement et son vice-Premier ministre. Y aurait-il eu une tentative de cover-up d'une mauvaise décision gouvernementale ? C'est la question qui se pose. Il précise, une nouvelle fois, n'avoir jamais démissionné de son poste, comme annoncé par le Premier ministre à la télévision nationale le 15 janvier 2024.

Et d'ailleurs, dans une lettre adressée au Secrétaire du Cabinet, Premod Neerunjun, le 16 janvier 2024, Ram Dhurmea avait mis les points sur les i en insistant sur le fait qu'il n'avait pas soumis sa démission comme directeur de la Météo, contrairement à ce qui avait été annoncé par Pravind Jugnauth, et qu'il n'était qu'un bouc-émissaire



dans cette affaire. Cette lettre, rappelons-le, avait été évoquée en primeur par *Sunday Times* et éventuellement par d'autres médias. Ce qui soulève d'autres questions par rapport à la véracité des propos tenus par le Premier ministre à la population. D'ailleurs, comment aurait-il pu être interdit de ses fonctions le 17 janvier 2024, comme annoncé publiquement par le ministère d'Anwar Husnoo, s'il avait déjà démissionné de son poste deux jours plus tôt, soit le 15 janvier 2024, comme soutenu par le chef du gouvernement ?

Ram Dhurmea estime que la tentative de le forcer à la retraite anticipée est injuste, déraisonnable, illégale, et contre le cours naturel de justice. Il dit ne pas se fier à l'enquête qu'il y a eu puisque celle-ci ne serait pas indépendante. Il exige ainsi un procès équitable.

Navin Ramgoolam promet des réformes salariales

Navin Ramgoolam a qualifié le meeting de La Louise, tenu le 11 août, de grand succès, estimant que la foule présente surpassait celle de 1995. Il a critiqué le gouvernement MSM, affirmant que ce dernier est dans le déni face à la réalité et se livre à des manipulations médiatiques et à des sondages truqués.

Le leader du PTR a exprimé sa préoccupation concernant le mécontentement des fonctionnaires, notamment ceux des services essentiels comme les infirmiers, les aides-soignants et les pompiers. Il a promis que le nouveau gouvernement de l'alliance PTR/MMM/ND révisera la grille salariale en concertation avec les syndicats.

Il a également dénoncé l'abus de pouvoir du Speaker Adrien Duval, et a annoncé que le prochain meeting de l'alliance se tiendra à Triolet, le 22 septembre, pour les circonscriptions 5, 6, 7, suivi par la circonscription numéro 8.

Sondages biaisés

Paul Bérenger a vivement critiqué les fausses informations, les sondages biaisés et la manipulation de l'intelligence artificielle, mettant en garde la population contre ces pratiques. Il a exprimé sa satisfaction quant au succès



du meeting à La Louise, et a affirmé que ce meeting avait principalement ciblé Xavier-Luc et Adrien Duval, qu'il accuse de favoriser un «deal Papa Piti».

Le leader du MMM a également abordé la question de la révision salariale, critiquant la confusion semée par le gouvernement. Il a promis que l'alliance PTR-MMM-ND mettra de l'ordre dans cette question en consultation avec les syndicats si elle arrive au pouvoir.

Paul Bérenger a aussi dénoncé Adrien Duval, le qualifiant d'indigne de son poste de Speaker. Il a rappelé les incidents passés impliquant ce dernier, notamment son refus de se soumettre à un test d'alcoolémie et sa détention, l'a accusé d'abuser de son poste pour faire de la «cheap politic» et a réitéré son soutien à une motion de censure contre lui.

Préoccupations sociales

Richard Duval, dirigeant des Nouveaux Démocrates, a exprimé son inquiétude concernant la détérioration des conditions de vie à la cité Anoushka. Il appelle à une intégration sociale et à une assistance accrue pour les résidents de ces zones.

Il a également souligné la cherté de la vie et les pénuries de produits de base tels que les œufs et le poulet, et a plaidé pour que l'alliance mette en place des solutions pour atteindre l'autosuffisance alimentaire.

Richard Duval a également abordé le cas de l'ancien directeur de la météorologie, qui, selon lui, a été injustement tenu responsable des intempéries de janvier dernier. Il lui a souhaité bonne chance dans sa démarche judiciaire devant la Cour suprême.

Suite à ses interpellations sur la donation saoudienne de 6 millions de dollars

Le Maulana Khodadin dit être victime d'intimidations



Maulana Khodadin, président du *Sunnii 'Ulamâ and Aimmah Council* (SUAC), a soulevé des questions importantes concernant la donation de 6 millions de dollars offerte par le gouvernement saoudien pour les mosquées à Maurice. Le montant, équivalent à environ 282 millions de roupies, a été attribué pour soutenir les infrastructures religieuses.

Malgré la nature prudente de ses interrogations, Maulana Khodadin rapporte avoir été victime d'intimidations depuis son discours. Il a cependant affirmé que ces menaces ne l'effraient pas et qu'il ne compte pas reculer. « Mo

fine juste pose seulement 4 questions, mo pas fine faire aucaine allégations contre quikaine, ni mo fine traite quikaine comme voleur. Suite à mo déclaration semaine passer fine ena banne menaces, ene frère fine déjà fini gagne transfert, et fine dire pour faire suspende ene chef religieux. Li pas impossible demain ou capave tende dire fine ena planting (la poudre ou ti feuille) cote mwa, tous possible avec zotte », a déclaré Maulana Khodadin.

Le président du SUAC indique également qu'une action en justice pourrait être envisagée contre lui, ce qu'il accueille sereinement,

et voyant une opportunité de faire la lumière sur la destination des fonds. Malgré l'envoi de plusieurs lettres et questions parlementaires, aucune réponse officielle du Premier ministre ou du ministre concerné n'a encore été enregistrée.

Maulana Khodadin souligne que ses questions reflètent un besoin plus large de transparence et de responsabilité quant à l'utilisation des dons destinés à la communauté. Il appelle les imams, maulanas, présidents de mosquées et tous les membres de la communauté musulmane à s'unir dans cette quête de vérité.

Lors de son discours de Jummah la semaine dernière,

UP

Mauritius Times

Le Mauritius Times célèbre ses 70 ans d'existence, marquant sept décennies de journalisme engagé et de

lutte pour la démocratie à Maurice.

Fondé en 1954 par deux jeunes travailleurs visionnaires, Beekrumsingh Ramallah et Kher Jagatsingh, cet hebdomadaire a joué un rôle crucial dans la promotion des réformes constitutionnelles et l'instauration d'un système électoral équitable. Sa longévité exceptionnelle témoigne de sa résilience et de son adaptation aux changements, passant récemment à une version électronique sous la direction de Madhukar Ramallah. Le Mauritius Times reste un symbole fort de la liberté de presse et de l'engagement citoyen à Maurice.



C'EST ÉCRIT

Nous sommes confrontés à un problème de violence dans les établissements scolaires, sans parler du langage inapproprié utilisé par les jeunes envers les enseignants. La communication entre élèves et personnel éducatif est souvent difficile. Il est crucial d'instaurer un système bien défini pour encadrer ces jeunes. Bien que ce sujet ait déjà été abordé auprès du ministère, des mesures concrètes doivent être prises. En plus d'un recteur, chaque institution devrait disposer d'un directeur adjoint ainsi que d'un *disciplinary master* [...]. Il est également nécessaire de réévaluer certaines matières, notamment pour les élèves suivant l'Extended Programme. En effet, des lacunes fondamentales peuvent subsister depuis la fin du cycle primaire.



Arvind Bhojun, président de l'UPSEE

L'Express

Mercredi 14 août 2024

DOWN

Hausse du prix des médicaments

L'augmentation spectaculaire du prix du Seretide, passant de Rs 536 à Rs 906, illustre une nouvelle fois l'inefficacité des politiques de régulation des prix des médicaments à Maurice. Cette hausse de près de 70 % met une pression insoutenable sur les patients

souffrant de troubles respiratoires, qui se voient contraints de payer des sommes exorbitantes pour des traitements indispensables. Malgré les promesses de baisse des prix pour la majorité des médicaments, la réalité montre une inflation galopante qui continue de frapper les plus vulnérables, révélant ainsi les limites des mesures gouvernementales actuelles.



A ÉTÉ DIT



« En 2019, il y eu des pétitions suite aux doutes sur l'organisation des élections. Malgré qu'il n'y ait pas eu de jugement défavorable, il y a des doutes. Le bureau électoral a la lourde responsabilité de faire ce qu'il peut au niveau du processus pour s'assurer que les prochaines élections soient en toute transparence, 'free and fair' et que les résultats soient acceptés par tous les partis. Il est important d'éliminer les doutes et que le processus électoral soit inattaquable. »

Ananda Rajoo

Radio Plus – Au Cœur de l'Info

Mardi 13 août 2024

Dans les coulisses

MIC : L'expérience du CEO ciblée

Des dénonciations pleuvent à la MIC. L'expérience, ou plutôt le manque d'expérience, du CEO dans le domaine de l'investissement et du secteur financier est ciblée. Des 'whistleblowers' allèguent que ce dernier n'aurait pas les dix ans d'expérience requis pour ce poste. Son parcours professionnel, tel que publié dans le rapport annuel de la Banque de Maurice, est ainsi cité en exemple pour donner du poids à leur argument. Les dénonciateurs se posent ainsi des questions sur la nomination du CEO à la tête de la MIC eu égard à son manque d'expérience et d'expertise dans ce domaine, d'autant qu'il est appelé à gérer un budget de Rs 81 millions. Cette affaire a déjà atterri à la FCC, semble-t-il.

Nous sommes votre porte-parole
24h sur 24.

Faites nous parvenir vos infos, photos,
vidéos ou doléances.

Elles seront traitées en toute
confidentialité et seront publiées dans le
journal ou sur notre site web.

Whatsapp Info

5 255 3635



**SUNDAY
TIMES**

Dr. Takesh Luckho, économiste

« Une poussée inflationniste vers la mi-septembre et le début d'octobre »

Quel impact le réajustement salarial aura-t-il sur l'économie ? L'économiste Takesh Luckho nous l'explique dans l'entretien qui suit.

■ Zahirah RADHA

Q : Un constat qui saute aux yeux avec le dernier exercice de réajustement salarial, c'est l'entrée en vigueur de trois différents barèmes pour le salaire minimum. Comment l'expliquez-vous ?

Je dois d'abord dire que ce réajustement salarial était très attendu, surtout depuis l'augmentation du salaire minimum en janvier 2024. Celle-ci, rappelons-le, avait provoqué un déséquilibre en termes de relativité dans les salaires, que ce soit dans le secteur public ou privé. D'où l'importance de ce réajustement, surtout pour ceux qui sont qualifiés. Mais on se retrouve, au final, avec trois différents barèmes de salaire minimum, vous le dites : (1) Rs 20 000 pour ceux ayant un HSC ou en-dessous, (2) Rs 23 000 pour les diplômés et (3) Rs 25 000 pour les *degree holders*.

Ayant eu l'occasion de discuter avec des personnes qui ont fait partie des négociations, je peux vous dire que cet exercice aurait dû être plus complexe. Le réajustement salarial aurait dû être fait selon les postes et les grades, mais malheureusement une méthode plus simpliste a été adoptée en raison des échéances électorales. Au lieu d'un travail en profondeur, l'exercice a donc été bâclé pour répondre à la demande des travailleurs avant les prochaines élections générales.

Q : Est-ce que la question de relativité salariale a été résolue pour les secteurs privé et public ?

Pour le secteur privé, un effort a été fait pour rééquilibrer les salaires de base.

La méthodologie a été présentée, mais il faudra attendre les *'Remuneration Orders'* (RO) avant que le

réajustement ne puisse être fait. Il faut savoir que des grosses entreprises ont déjà ajusté les salaires avant même cet exercice. Ce qui fait que ce réajustement ne sera pas vraiment un casse-tête pour elles.

Quant au secteur public, il n'y a pas eu de grand effort pour réajuster les salaires, d'autant plus que ce n'est qu'à travers le PRB que les salaires peuvent être rééquilibrés. En attendant que l'exercice du PRB soit complété en 2026, une allocation intérimaire de 5% sera accordée aux fonctionnaires. Leur salaire de base restera cependant le même pour l'heure.

Q : Il semble que la rationalité des chiffres présentés par le ministre du Travail est source de confusion. Est-ce effectivement le cas, selon vos analyses ?

Moi qui aime bien les chiffres, je dois avouer que je me suis complètement perdu dans ceux avancés par le ministre du Travail. J'attends la grille salariale officielle qui accompagnera les *'Remuneration Orders'* pour pouvoir les comprendre. Voyez-vous, il a donné trois exemples. Si un de ces calculs, soit pour le vendeur est exact, par contre, celui du serveur ne correspond pas aux chiffres du ministre. Il soutient que la hausse dans ce cas serait de Rs 3 124 alors que selon les chiffres qu'il a lui-même fournis, la hausse doit être de l'ordre de Rs 1 763. D'où ma confusion, et celle d'autres personnes également. Il se peut qu'il y ait eu un calcul spécifique que l'on ignore, ou qu'il y a eu une erreur dans les chiffres. Raison pour laquelle il nous faut attendre la grille salariale officielle.

Q : Quel sera le poids de ce réajustement salarial sur l'économie réelle ?

Généralement parlant, une augmentation



des salaires de base aura définitivement un impact réel sur l'économie, contrairement à une compensation salariale dont le but est de compenser la perte du pouvoir d'achat. Les travailleurs auront plus d'argent en main. Ce qui entraînera un impact positif sur la consommation. Par contre, l'inflation persistera. D'autant plus que le problème lié à l'inflation structurelle n'a été adressé ni dans les derniers budgets ni par la Banque de Maurice. Tant que la cause de cette inflation structurelle n'est pas adressée, le *feel-good factor* sera de courte durée.

Q : À partir de quand cette nouvelle poussée inflationniste se fera-t-elle ressentir ?

Puisqu'une partie des travailleurs touchera cette hausse salariale en août et une autre en septembre, on devra l'attendre vers la mi-septembre et le début octobre. Une partie de ce réajustement salarial sera absorbée par la hausse des prix.

Q : Et qu'en est-il de l'impact sur les PME ? Ne risquent-elles pas d'être davantage affectées ?

Même s'il y a eu une proposition pour un réajustement salarial depuis quelques mois déjà, toutes les déclarations officielles du gouvernement faisaient croire qu'il était toujours en préparation. Les PME ont donc été prises de court par l'annonce soudaine de ce réajustement salarial en raison d'une échéance politique. Elles n'ont pas fait de provision pour réajuster les salaires,

incluant les arriérages pour le mois de juillet, dans deux semaines, soit à la fin de ce mois d'août.

N'oublions pas que les PME sont déjà en difficulté.

Beaucoup d'entre elles n'arrivent pas à sortir la tête hors de l'eau.

Il devient de plus en plus compliqué pour les PME d'opérer, par exemple avec les récentes émeutes en Angleterre ou avec le coût du fret qui ne cesse d'augmenter. Le chiffre d'affaires des PME a baissé par presque la moitié comparé à la période pré-Covid. Maintenant on met un fardeau additionnel sur leurs épaules sans crier gare. Il leur faudra trouver des sources de financement en toute vitesse. Soit elles devront contracter des emprunts, ce qui se répercutera sur le coût de production et les prix, soit elles seront obligées de mettre la clé sous le paillason.

Q : Ce qui n'augure rien de bon pour notre économie, n'est-ce pas ?

Maurice se targue de devenir une nation d'entrepreneurs. Or, on prend des mesures à la va-vite qui les mettent dans une situation périlleuse. Si elles avaient été mises au courant en avance, elles auraient pu prendre les dispositions qui s'imposent car le temps aurait été de leur côté. Or, elles ne pourront pas faire des miracles en deux semaines.

Le gouvernement a annoncé que des *schemes* seront mis en place pour leur venir en aide. Mais entre leur concrétisation, les applications, les vérifications, le *'processing'* et les paiements, cela prendra du temps. D'ailleurs, je connais des personnes qui n'ont pas encore bénéficié de l'aide financière de la MRA concernant l'achat du diesel. Ce *'scheme'* est pourtant en place, mais toutes les PME n'ont pas nécessairement l'accès à l'information pour savoir comment en bénéficier. Et puis, le paiement de ce réajustement salarial doit se faire dans deux semaines, alors que l'aide financière du gouvernement prendra probablement du temps.

Je vous rappelle que même pour le PRB, il y a un *timeline* qui permet au gouvernement de tenir des consultations, et de chercher les fonds nécessaires à travers la taxation ou d'autres mécanismes avant de l'appliquer. Idem pour la compensation salariale. Les commerces peuvent s'y préparer durant l'année, sachant que la compensation est payable en janvier. Or, ce réajustement est venu à la vitesse Grand V, sans crier gare, le gouvernement maintenant systématiquement qu'il était toujours en préparation.

Une pénurie qui fait voler des plumes Le poulet se fait rare !



Le poulet, un aliment de base dans la cuisine mauricienne, fait actuellement l'objet d'une pénurie, suscitant des inquiétudes tant chez les commerçants que chez les consommateurs. Ce manque inattendu a engendré de nombreuses interrogations et spéculations. Certains soupçonnent une manipulation délibérée des stocks pour provoquer une hausse des prix, tandis que d'autres pointent des problèmes structurels au sein de la chaîne d'approvisionnement.

Les marchands de volaille, en première ligne de cette crise, se disent perplexes face à la disparition soudaine de poulet frais. Certains suspectent que les retards dans la distribution des poussins aux éleveurs, aggravés par une baisse de la production d'œufs, sont à l'origine de cette pénurie. « Les œufs parentaux, essentiels pour les incubateurs, ne sont pas disponibles en quantité suffisante », explique un commerçant. Cette situation a obligé certains vendeurs à rationner leurs stocks, limitant les quantités de poulet frais vendues à leurs clients habituels, nous confie un autre commerçant. Si la situation persiste, ils n'auront d'autre choix que de basculer vers du poulet congelé, ajoute-t-il.

La pénurie de poulet commence à peser sur le quotidien des consommateurs mauriciens, perturbant leurs habitudes alimentaires. Un client, habitué à acheter du poulet blanc, exprime son mécontentement: « Hier, il n'y en avait pas, et cela pose un véritable problème à la maison. Le poulet est un aliment de base à Maurice. » Cette situation met en lumière l'urgence de la crise actuelle. Si cette pénurie se confirme, il est crucial

que le ministère de l'Agriculture intervienne rapidement pour en déterminer la cause et y apporter des solutions sans délai. Parmi les options envisageables, l'importation de poulets, qu'ils soient vivants ou congelés, pourrait être une mesure nécessaire pour stabiliser l'approvisionnement et éviter une hausse des prix, selon ce client.

Cette crise ne touche pas seulement les marchés, mais affecte également les restaurateurs. Un marchand de tikka, actif dans le secteur de

la restauration rapide depuis plus de 15 ans, témoigne de l'impact sur son activité : « Le poulet et les œufs sont des matières premières essentielles pour moi, et je n'ai jamais rencontré un tel problème dans le passé. » Face à la hausse des prix, il se voit contraint d'ajuster les tarifs de ses pains tikka.



Face à la montée des tensions autour de la pénurie de poulet, nos tentatives pour obtenir des réponses du ministère de l'Agriculture et de la Sécurité alimentaire sont restées infructueuses.

Le silence prolongé des autorités ne fait qu'alimenter les spéculations et accroître l'incertitude parmi les commerçants et les consommateurs, qui restent dans l'attente d'une clarification.

D'autres produits touchés par la pénurie

Œufs, huile, et riz

La pénurie de poulet n'est pas un cas isolé. Sous le règne de ce gouvernement, le marché mauricien a souvent été confronté à des pénuries similaires d'autres produits essentiels. Riz ration, huile, oignons... Les causes ne sont pas toujours liées à des facteurs externes, comme aime nous le faire croire le gouvernement. Dans certains cas, la mauvaise planification et la mauvaise gestion sont aussi mises en cause.

Huile

En 2022, la pénurie d'huile à Maurice a exposé les défis majeurs du gouvernement face à une crise alimentaire sans précédent. Malgré les appels à éviter les achats excessifs, la population a vidé les rayons, provoquant une pénurie artificielle, amplifiée par une méfiance envers les annonces officielles.



Le ministère du Commerce a tenté de contenir la situation en limitant les achats à deux litres par personne, mais cette mesure n'a pas suffi à apaiser les craintes. La méfiance du public et les hausses de prix pratiquées par certains commerçants ont compliqué la situation. Pour stabiliser le marché, le gouvernement a introduit la marque d'huile 'Smatch'. Cette initiative visait à diversifier les options disponibles pour les consommateurs et à limiter les effets des pénuries et des augmentations de prix. Cependant, cette crise a révélé la nécessité pour le gouvernement de renforcer la communication, la régulation, et la gestion des crises alimentaires pour restaurer la confiance des citoyens.

Riz

En juillet 2023, le pays a été confronté à une autre crise avec la pénurie de riz ration, un aliment qui reste de base pour de nombreuses familles mauriciennes. Cette fois, la cause principale était la suspension des importations

en provenance de l'Inde suite aux pluies de mousson qui ont gravement endommagé les cultures. La State Trading Corporation (STC) a tenté de rassurer la population en affirmant que les stocks suffiraient jusqu'à la fin août, mais les craintes d'une pénurie artificielle causée par le stockage excessif des consommateurs ont rapidement amplifié la crise.



Pour y remédier, le gouvernement a négocié avec l'Inde l'envoi de 14 000 tonnes de riz non-basmati, avec une première livraison attendue début septembre. Cependant, cette mesure est arrivée trop tard pour apaiser les inquiétudes. La gestion de cette crise a mis en lumière des faiblesses, notamment une communication insuffisante de la part de la STC et un manque de transparence sur l'état des stocks. Une meilleure diversification des sources d'importation aurait pu prévenir une telle dépendance critique, évitant ainsi de laisser un vide sur le marché et d'aggraver la situation.

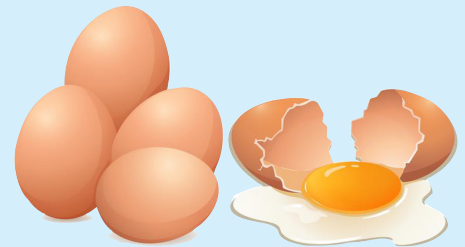
Oignons rouges

La pénurie d'oignons rouges en janvier 2024 est un autre exemple des difficultés rencontrées par le gouvernement dans la gestion des approvisionnements alimentaires. Malgré l'importation d'oignons pour compenser la pénurie, la quantité importée s'est avérée insuffisante face à la demande croissante. Ce manque d'anticipation de la part du gouvernement a exacerbé la crise. La gestion de cette crise a également été marquée par une communication inefficace des autorités, suscitant la frustration des consommateurs face aux pénuries répétées et au manque de transparence. En rétrospective, l'importation insuffisante, le contrôle laxiste des pratiques commerciales, et la communication défailante ont aggravé la crise, soulignant la nécessité d'une meilleure anticipation et régulation pour protéger les consommateurs.



Œufs

Enfin, en juin 2024, une pénurie d'œufs a semé la panique parmi les consommateurs mauriciens. Alors qu'*Inicia*, l'un des principaux fournisseurs, assurait que l'approvisionnement était constant, les rayons vides dans de nombreux supermarchés racontaient une autre histoire. L'Association des Consommateurs de l'Île Maurice (ACIM) a signalé une absence d'œufs dans la moitié des supermarchés étudiés, renforçant les craintes d'une véritable pénurie.



La ministre du Commerce, Dorine Chukowry, n'a fait qu'envenimer les critiques en attribuant cette rareté à une hausse de la consommation en juin et juillet. Une explication n'a qui n'a guère rassuré les consommateurs, et les critiques sur la gestion gouvernementale se sont rapidement multipliées. Le gouvernement a tardé à reconnaître l'ampleur du problème et manqué de transparence, ce qui a alimenté un climat de méfiance. En se concentrant sur la « perception d'une pénurie » plutôt que d'agir concrètement, les autorités ont laissé un vide d'information comblé par des rumeurs et des "panic buying". Bien qu'*Inicia* ait affirmé maintenir l'approvisionnement, les rayons vides ont révélé un manque de coordination entre le gouvernement et les fournisseurs.

Ces pénuries récurrentes révèlent de profondes failles dans la gestion et la planification des approvisionnements essentiels à Maurice. Pour regagner la confiance des citoyens, il est crucial que le gouvernement améliore sa communication, anticipe mieux les crises, et renforce la régulation du marché.

Réajustement salarial

Un futur incertain pour les PME

L'annonce de la révision salariale par le gouvernement mauricien, visant à corriger les distorsions créées par l'augmentation du salaire minimum à Rs 16 500 en janvier 2024, provoque des inquiétudes au sein des Petites et moyennes entreprises (PME). Adilla Diouman-Mosafeer, entrepreneure et fondatrice de *Talent Lab*, s'est exprimée sur les défis que cette révision impose aux PME, et sur la nécessité d'une approche plus nuancée et collaborative pour éviter de mettre en péril la survie de ces entreprises essentielles à l'économie mauricienne.

Avec l'introduction du salaire minimum à Rs 16 500 et la revalorisation salariale, de nombreuses PME se retrouvent confrontées à une pression financière accrue. « *La mise en œuvre rétroactive de cette mesure, qui prend effet dès juillet, alourdit considérablement les coûts de production* », explique Adilla Diouman-Mosafeer. En effet, cette augmentation ne se limite pas aux salaires directs, mais inclut également une hausse des charges patronales, comme la Contribution Sociale Généralisée (CSG), ce qui pourrait entraîner une augmentation des coûts d'au moins 10 %.

Ces nouvelles charges surviennent dans un contexte déjà difficile, marqué par la dépréciation de la roupie, l'augmentation des frais de fret, et la hausse des prix des importations. « *Beaucoup d'entreprises avaient déjà établi leur budget pour l'année fiscale en cours, et intégrer ces nouvelles charges représente un véritable défi* », ajoute la fondatrice de *Talent Lab*.

Un manque de consultation et de planification

Adilla Diouman-Mosafeer critique également l'absence de consultations préalables avec les PME avant l'annonce de la révision salariale. « *Le gouvernement aurait dû inclure les PME de manière plus proactive dans cet exercice. Les syndicats ont déjà souligné les disparités importantes entre les différents secteurs et types d'employés au sein des PME, rendant cette mesure complexe et inégale.* »

Elle estime qu'avec une consultation en amont et une planification rigoureuse, les discussions auraient pu se dérouler de manière plus constructive. « *Une approche collaborative aurait sans doute permis de mieux gérer les attentes et de minimiser les perturbations dans le secteur des PME* », affirme-t-elle.

Réductions d'effectifs et malaise au sein des entreprises

Depuis l'annonce de la révision salariale, les inquiétudes parmi les dirigeants d'entreprises ne cessent de croître. Beaucoup craignent que l'augmentation des salaires ne crée un effet boule de neige, entraînant un gel des recrutements et une augmentation du taux de chômage. « *Certaines PME, incapables de payer correctement leurs employés, devront réduire leur effectif et licencier du personnel* », avertit Adilla Diouman-Mosafeer.

Elle souligne également le risque de malaise au sein des entreprises, où des employés plus anciens avec une qualification de base comme le SC/HSC pourraient se retrouver à percevoir le même salaire qu'un jeune diplômé sans expérience. Cette situation pourrait engendrer des frustrations et inciter les employés insatisfaits à chercher de meilleures opportunités ailleurs, ce qui pourrait nuire à la stabilité de l'entreprise.

Stratégies d'adaptation pour les PME

Face à ces défis, Adilla Diouman-Mosafeer encourage les PME à repenser leurs stratégies : « *Il est nécessaire d'envisager des approches différentes, comme l'automatisation ou le recours à des prestataires de services indépendants ou des consultants, qui ne sont pas des employés directs, évitant ainsi les charges salariales supplémentaires.* »

Elle cite l'exemple du marketing digital : « *Au lieu d'embaucher un employé permanent, une entreprise pourrait externaliser cette tâche à une société spécialisée, réduisant ainsi les coûts*



salariaux. » Cependant, elle reconnaît que cette transition vers des stratégies à moindre coût pourrait nuire à la compétitivité des PME, surtout sur le marché local où elles sont déjà confrontées à une forte concurrence de produits étrangers.

L'avenir du secteur des PME à Maurice

En regardant vers l'avenir, Adilla Diouman-Mosafeer se montre préoccupée par l'évolution du secteur des PME si les coûts continuent d'augmenter sans une augmentation proportionnelle de la demande ou des marges bénéficiaires. « *Beaucoup d'entreprises ne pourront pas survivre à cette augmentation des coûts. La mesure de révision salariale, telle qu'annoncée, manque de précision et d'adaptabilité, ce qui risque de causer des dommages considérables au tissu économique des PME.* »

Elle conclut en appelant le gouvernement à reconsidérer son approche pour assurer la survie et la prospérité

des petites et moyennes entreprises dans ce contexte économique difficile. « *Il est crucial d'adopter une approche plus sectorielle et de cibler les entreprises spécifiques avec des ajustements proportionnels et adaptés aux réalités économiques de chaque secteur* », insiste-t-elle.



Adilla Diouman-Mosafeer

Affidavit Shibchurn

L'ex-ASP Kokil et d'autres protagonistes déjà entendus

Plusieurs protagonistes ont été entendus par les enquêteurs de la MCIT dans le sillage de l'enquête sur l'affidavit explosif de Vishal Shibchurn pendant la semaine écoulée. Parmi eux, on retrouve l'ex-ASP Roshan Kokil, dont le nom avait été cité dans l'affidavit, et des hauts gradés de la prison de La Bastille. L'ex-ASP Kokil aurait, selon Shibchurn, tenté de l'intimider en le menaçant. Or, ils ont tous nié en bloc les points avancés dans cet affidavit de 12 pages. En premier, c'est un surintendant de prison, responsable de la prison de La Bastille, qui a été entendu. Il est revenu, apprenons-nous, en détail sur la journée du 12 novembre 2021 à la prison.

Ce jour-là, deux officiers de police s'étaient rendus à la prison avec l'intention de rencontrer le détenu Vishal Shibchurn. Il s'agit de l'ex-ASP Roshan Kokil, qui était accompagné de l'inspecteur Ajodha, tous deux affectés au CCID. Le but de leur rencontre était d'interroger Vishal Shibchurn qui avait adressé une lettre au patron du CCID d'alors, l'ex-DCP Heman Jangi, sur le meurtre de Soopramanien Kistnen. Le surintendant de prison a soutenu que le paragraphe où Shibchurn affirme qu'un garde-chiourme, l'officier R., l'avait escorté de sa cellule jusqu'à la salle d'interrogatoire était faux. Il affirme que l'officier en question

est affecté à un entrepôt de la prison depuis un certain temps. Et ce jour-là, comme à l'accoutumée, l'officier y aurait été de service de 7h30 à 15h30. L'entrepôt se trouve à l'extérieur de l'enceinte de la prison. L'officier R. a été, à son tour, entendu. Il aurait également nié avoir été témoin de la scène qu'évoque Vishal Shibchurn dans son affidavit. Il a catégoriquement nié avoir escorté le détenu pour son interrogatoire par les officiers du CCID à la prison ce jour-là.

Deux autres personnes citées dans cet affidavit ont également été entendues par les enquêteurs. Elles sont censées être celles qui se trouvaient en compagnie de Manan Fakoo dans un bungalow à Blue-Bay, comme mentionné dans l'affidavit de Shibchurn. Mais ces deux personnes ont affirmé n'avoir rien à faire avec le meurtre de Soopramanien Kistnen. L'une d'elles est actuellement en détention à la prison de Beau-Bassin. Ce détenu aurait affirmé que Vishal Shibchurn aurait une dent contre lui, d'autant qu'ils ont récemment eu une altercation à la *New Wing* de la prison. Il a affirmé avoir déjà porté plainte, dans le passé, contre Vishal Shibchurn pour des



publications sur Facebook. Il dit n'avoir rien à faire avec le meurtre de l'ex-activiste du MSM au no. 8.

Dans les semaines à venir, les autres protagonistes seront appelés à donner leur version des faits dans cette affaire. L'enquête est loin d'être bouclée à ce stade. Mais bientôt Vishal Shibchurn devra, à son tour, s'expliquer face aux enquêteurs. Cela fait suite à la déposition faite par Yogida Sawmynaden et Bassoo Seetaram contre lui pour faux affidavit. Quelle tournure prendra l'enquête ? Les yeux sont rivés sur la police, d'autant que des allégations très graves ont été faites dans l'affidavit de Shibchurn contre des proches du pouvoir.

Mpox

« Le mpox n'est pas comparable à la covid-19 »

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a déclaré mercredi que l'épidémie de mpox, qui touche plusieurs pays africains, constitue une urgence de santé publique de portée internationale. Cette décision a été prise à l'unanimité par un comité

d'urgence de l'OMS qui craint qu'une souche plus mortelle et transmissible du virus ait atteint des régions africaines jusque-là épargnées. Des cas ont déjà été enregistrés en Suède, en Europe, et au Pakistan, entre autres. La Chine a, pour sa part, déjà commencé à renforcer ses contrôles aux arrivées sur son territoire. Doit-on s'en inquiéter à Maurice ? Le ministre de la Santé, Kailesh Jagutpal, a annoncé, vendredi, la mise sur pied d'un protocole couvrant tous les aspects, allant des symptômes aux modes de transmission en passant par le diagnostic et le traitement. À ce jour, a-t-il précisé, aucun cas de mpox n'a été détecté sur le sol mauricien.



Le Dr Shameem Jaumdally, virologue basé en Afrique du sud, estime que des précautions sont de mise, puisqu'une urgence sanitaire a été déclarée au niveau international. Et ce, même si les risques de propagation sont « extrêmement minimes ». Il estime que l'OMS a tiré des leçons de la Covid-19, d'où sa stratégie visant à contenir l'infection dans l'épicentre, soit dans certains endroits spécifiques au Congo où 97% des cas ont été détectés. Évoquant le taux de mortalité de 3% associé au nouveau variant, il estime néanmoins que ce chiffre a pu être gonflé. « Le système de santé congolais est assez précaire, que ce soit en termes d'hôpitaux, de dépistage, ou d'isolement entre autres. Il se peut que le nombre réel de cas infectés ne soit pas connu. Ce qui fait que le taux de mortalité par rapport au nombre de cas infectés semble plus conséquent. D'ailleurs, il n'y a presque pas eu de mort durant les précédentes épidémies dans des pays développés où il y a un système de santé développé », explique-t-il, en appelant la population à ne pas céder à la psychose bien que la vigilance soit conseillée.

Le virologue regrette qu'il n'y ait pas eu suffisamment de mesures de confinement au Congo, qui a conduit à la propagation des cas à l'extérieur. « La meilleure solution

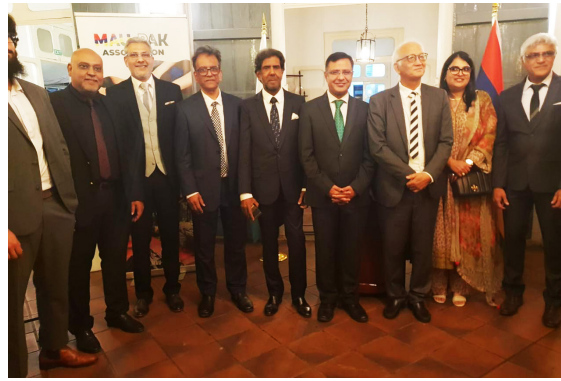
aurait été de fermer les frontières du Congo », dit-il. Il ajoute néanmoins que Maurice n'est pas tellement à risque, puisqu'il n'y a pas de flux de visiteurs entre Maurice et le Congo. Par contre, le protocole doit être appliqué rigoureusement s'il y a des passagers qui foulent le sol mauricien après avoir visité des pays où des cas de mpox sont présents ou qui prennent de l'ampleur. « Il faudra alors un screening et un suivi rigoureux », préconise-t-il. Quant à la transmission du virus, Shameem Jaumdally est d'avis que le mpox ne peut être comparé à la covid-19. « La covid-19 était transmise par l'infection respiratoire même en état asymptomatique. Par contre, le mpox est, lui, transmis par un contact physique prolongé », explique-t-il, en ajoutant que, selon l'OMS, la transmission sexuelle était plus élevée chez des homosexuels et des travailleuses de sexe durant la précédente épidémie. Ceux qui sont immuno-compromis, comme ceux atteints du VIH, ou qui présentent un état de santé précaire sont parmi les plus à risque d'une infection sévère, conclut-il.



La Mau-Pak Association renforce les liens entre Maurice et le Pakistan

La *Mau-Pak Association* a organisé un événement marquant le 14 août à L'Assiette D'antan à Moka. Il visait à souhaiter la bienvenue au Haut-Commissaire désigné, Syed Zahid Raza, et à célébrer le 78e anniversaire de l'indépendance de la République islamique du Pakistan.

La *Mau-Pak Association*, fruit des efforts de l'ancien Haut-Commissaire du Pakistan à Maurice, Arshad Jan Pathan, a pour objectif de renforcer les liens commerciaux et culturels entre Maurice et le Pakistan. Sous le soutien du Haut-Commissariat du Pakistan à Maurice, l'association vise à devenir un pivot pour les deux pays, en proposant diverses activités qui mettront



l'emphase sur des valeurs culturelles et corporatives, au bénéfice des deux pays.

Comptant environ une centaine de membres de nationalité mauricienne, la *Mau-Pak Association* se prépare à étendre ses actions à un niveau régional. Son site officiel, www.mau-pak.org, sera bientôt opérationnel, facilitant ainsi une communication plus fluide et renforçant les relations bilatérales entre

Maurice et le Pakistan.

Le président de l'association est Iqbal Belath, ancien vice-Gouverneur de la Banque de Maurice. Il est épaulé par le vice-président, Jacques Tsang Mang Kin, avocat et ancien président de la Chambre de Commerce Chinoise. Reza Lallmahomed est le secrétaire alors que Samad Rossaye est le trésorier de l'association.

Muslim Ladies Council

Visite du Haut-Commissaire du Bangladesh au Mauritius Muslim Orphanage



Le jeudi 8 août, Son Excellence le Haut-Commissaire, et d'autres membres de son ambassade, s'est rendu au *Mauritius Muslim Orphanage*. Ils ont été chaleureusement accueillis par le président de l'orphelinat, M. Doomun, le secrétaire, M. Azmatally, ainsi que l'organisatrice, Parween. Une visite organisée par la présidente du *Muslim Ladies Council* (MLC), Mariam Goodur.

Lors de son discours, le Haut-Commissaire

a exprimé sa joie d'être en compagnie des résidentes de l'orphelinat, soulignant le privilège de partager un moment convivial avec elles autour d'un repas traditionnel mauricien, le biani. Il a exprimé son bonheur de voir les résidentes sourire et profiter de ce moment de partage.

Mariam Goodur, dans le cadre du projet d'action intitulé « Repas Plaisir » avec les résidentes, a qualifié cette expérience de positive. Ce sentiment d'appartenance

est crucial pour l'équilibre émotionnel des résidentes, a-t-elle ajouté.

Le Haut-Commissaire a également profité de l'occasion pour visiter les chambres des résidentes, prenant note des conditions de celles qui sont alitées. Il a été très impressionné par l'encadrement et les installations de l'orphelinat. Le programme a débuté par la lecture de versets du Saint Coran et s'est conclu par des invocations (dua).

Le Qadi Sunni Circle a organisé un Eye Camp



Le *Qadi Sunni Circle*, en collaboration avec l'*Alif Society*, se félicite du grand succès de la session d'examen des yeux tenue le dimanche 11 août au siège de l'association à Phoenix.

Le spécialiste indien, Dr. Rameez Hussein, directeur du centre d'ophtalmologie de l'hôpital Apollo, et son équipe ont mis leur expertise au service de la communauté mauricienne.

Non seulement ce service

a été offert gratuitement, mais l'équipe médicale, sous la supervision du Dr. Rameez, est arrivée sur place avec des équipements spécialisés mis à leur disposition par la clinique Wellkin, que l'association remercie chaleureusement. Le *Qadi Sunni Circle* remercie également toutes les personnes qui ont répondu à son invitation pour cet événement, qui a réuni près d'une centaine de participants, et est



infiniment reconnaissants envers le Dr. Rameez Hussein et son équipe pour leur généreux dévouement.

Democracy Watch Mauritius

The power of the street

The whole world has witnessed the dramatic events in Bangladesh. The massive street protests, engineered mainly by the students and opposition groups, have climaxed into the unexpected downfall of the Prime Minister, Mrs Sheik Hasina. In the face of the general outcry, she not only resigned, but chose to leave the country for her own security. She fled to seek refuge in India.

Mrs Hasina won the last general election held in January, 2024 and joyfully started her third mandate as the longest serving Prime Minister. Little did she expect that mounting street demonstrations countrywide (compounded by the Police firing on and killing student demonstrators) would bring her downfall and her immediate replacement by Professor Younus, Nobel Prize winner as head of an interim government. What do we make of this sudden regime change?

The first observation is that a few months after the people spoke through the ballot to elect her for a third term the same people decided to get rid of her by way of impressive street demonstrations. Power of the streets versus Power of ballots.

The second observation is that the military stood by the side of the students in favour of the ousting of the Prime Minister. If not, there would have been a bloodbath. The international stature of Professor Younus and his wide acceptance by the students have helped to ease the situation.

The third observation is about collateral damage. Apart from the loss of life and property, the vandalism acts against Hindu temples, the displacement of minority groups, the relations with India and the neighbouring countries, the Chief Justice of Bangladesh too had to resign under enormous pressure from the street protesters. In the same vein, the Governor of the Central Bank was compelled to quit.

Democracy Watch would like to comment on some aspects of the situation from the point of view of democracy and good governance. Elections can be certified as free and fair by Electoral bodies, but if the results are not genuine, we can expect this sort of upheaval. People are entitled to say loudly ENOUGH IS ENOUGH.

Corrupt politicians must give way and pay for the crimes against their own people. What about the non politicians in charge of the Judiciary and other independent institutions? Is it not their duty to uphold governance principles without siding blindly with the governing party? We are informed that the Chief Justice was too close to the power circle and that his own brother was a reliable adviser to Mrs Hasina. More or less the same situation for the Governor of the Bangladesh Central bank. They lost their integrity in the eyes of their people.

Democracy Watch would strongly advise those in charge of independent institutions to draw lessons from the events in Bangladesh and remember that what has happened in one part of the world can also happen elsewhere.

Relativité salariale tellement électorale... On finit là où nous aurions dû avoir commencé

Texte : Soodesh Callichurn, ministre du Travail, annonce pompeusement la création d'un comité technique chargé de réformer les salaires dans le secteur privé. Cabinet avalise. Prévoit la place d'un *Steering Committee* pour élaborer un *White Paper* à circuler parmi les parties prenantes (suivant l'article du *Défi* 13.8.2024)

Commentaire de *Democracy Watch* : Décortiquons ! Ce membre du cabinet annonce... Il promet donc... Et nous savons la promesse souvent mensongère. Nous aurions préféré : « J'ai créé... » Plus déterminé ! Moins larmoyant ! « J'annonce la création » : nouvelle promesse. Pas davantage convaincante. Nous aurions préféré : « La mise sur pied... » Plus solide. Kosto même ! Comité technique ? Qui en seraient les membres (car ils n'ont pas encore été nommés et ne le seront peut-être jamais, si l'annonce s'avérait être, comme de nombreux précédents, du bluff, un coup de poker, un effet d'annonce, de la poudre aux yeux pour les naïfs que nous demeurons désespérément) ? Objectif : Des buts ambitieux ! Rien de moins que réformer les salaires du secteur privé. Il n'y a plus qu'à espérer qu'il existe quelque part un chiffon administratif, permettant à un simple membre de cabinet de réformer les salaires d'un secteur non public car privé. Vous créez une entreprise. Vous créez des emplois productifs et rentables. Et du jour au lendemain, de préférence à quelques semaines de nouvelles législatives, un sinistre annonce à la population qu'il a le droit de réformer les salaires que vous aurez à verser à vos employés même si cela transforme votre entreprise, votre bébé, en *Wakashio* *Bis*. A vous dégoûter du désir de créer de nouveaux emplois. Autant laisser ce soin à ceux s'attribuant tous les pouvoirs administratifs dans notre pays bien aimé. « *Steering Committee, White Paper...* » Autre effet d'annonce mais sans réalité. Rien de concret. Du moins à ce stade. Mais dont nous devons nous contenter. Car pour les détails rassurants... Nous restons sur notre faim... Nous aurions été plus rassurés et motivés, si on avait commencé, en 2022 par exemple, par créer ce comité composé de représentants crédibles et compétents de parties prenantes pour aboutir, même à quelques semaines des prochaines législatives, sur un document salarial consensuel, motivant et de bon augure.

La question salariale est devenue dans notre pays le pire des bazars. Les repères d'antan ont été éliminés les uns après les autres pour être remplacés par de la poudre de perlimpinpin. Les calendriers, hier encore réglés comme du papier à musique, par un Grand Horloger, jouissant de la confiance de tous, ont dû céder la place aux caprices les plus ministériels. Des

syndicalistes n'ouvrent le bec que pour pérorer ce qui plaît à la *kwizinn* et à la *MBC*. Ah ! L'inextinguible soif d'un ticket électoral !



Le graal d'un siège au cabinet ! Si possible pas éjectable !

Les barons du secteur privé se contentent de confier leur voix, hier encore assez tonitruante pour ébranler et affoler l'Hôtel du Gouvernement, à quelques subalternes inoffensifs, inodores, incolores, inconnus. Les petits employeurs n'ont souvent pas de voix. On s'en 'fout' du Bien Commun, pour ne pas utiliser un verbe plus explicatif mais plus approprié. Les plus lucides d'entre nous comprennent seulement que nous nous dirigeons désormais vers une nouvelle servitude. Place à une nouvelle oligarchie encore plus dynastique que la précédente. Pays bien aimé as-tu encore des larmes pour pleurer le calvaire annoncé de tes enfants, les nôtres, jamais plus livrés à eux-mêmes ?

La cherté de l'œuf fait rigoler nos ancêtres

Texte : Œufs indisponibles ici et là et de plus en plus souvent. On accuse le *panic buying* et la *presse*. Pas plus de Rs 10 l'unité SVP ! (Récents articles de presse)

Commentaire de *Democracy Watch* : Voyons d'abord les faits. Trois principaux fournisseurs d'œufs, assumant 80% autant de la production que de la consommation, hôtelière et restaurants compris. Dans les 20% restants, il y a des petits revendeurs risquant de vendre l'œuf à plus de Rs 17 l'unité, malgré le murmure ministériel privilégiant le seuil magique de Rs10, alors que l'œuf se vendait récemment encore à Rs 7 ou Rs 8 (Rs3 au pire moment du confinement Covid-19). Le vendeur du coin exagère en vendant l'œuf à Rs 17 mais s'il faut trotter jusqu'au prochain supermarché, avec le risque de tomber sur des rayons sans œufs, je ne suis pas forcément gagnant. Le commerçant est au service du consommateur. Si son service est trop cher, on se passe de lui. S'il est indispensable et quel qu'en soit le prix, on est obligé d'accepter ses fourches caudines. Nos ancêtres rigolent en nous voyant patauger en pareille mélasse. Ils seraient encore de ce monde qu'ils nous diraient : Nourrissez vos poules dans votre cour, sur votre balcon, sur votre terrasse, là où vous le pouvez et vous aurez les œufs dont vous pouvez avoir besoin. Si la poule est trop bruyante ou incommode vos voisins, nourrissez des lapins, pouvant consommer vos épiluchures légumières. Leur vente vous permettra d'acheter votre œuf même à Rs20. Prend-on toujours à nos écoliers à nourrir poulettes et lapereaux ?

■ DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Artificial Intelligence and Social Harmony

Human intelligence is an expression of the dignity with which we have been endowed by the Almighty that enables us to respond consciously and freely to His commands and love. In a particular way, science and technology manifest this fundamentally relational quality of human intelligence.

Through its efforts and its native endowments, humanity has ceaselessly sought to a better life. When human beings, with the aid of technology, endeavour to make the earth a dwelling worthy of the whole human family, they carry out the Creator's plan and cooperate with His will to perfect creation and bring about social harmony and peace among people.

Progress in science and technology, insofar as it contributes to greater order in human society and greater fraternal communion and freedom, leads to the betterment of humanity and the transformation of the world. We rightly rejoice and give thanks for the impressive achievements of science and technology, as a result of which countless ills that formerly plagued human life and caused great suffering have been remedied. At the same time, techno-scientific advances, by making it possible to exercise previously unprecedented control over reality, are placing in human hands a vast array of options, including some that may pose a risk to our survival and endanger our common home. The remarkable advances in new information technologies, particularly in the digital sphere, thus offer exciting opportunities and at the same time grave risks, with serious implications for the pursuit of justice and harmony among peoples.

Similarly, progress in Artificial Intelligence (AI) and the development of digital technologies in recent decades have already begun to effect profound transformations in global society and its various dynamics and are even now changing the face of communications, public administration, education, consumption, personal interactions and countless other aspects of our daily lives, even our relation with the Creator of the universe.

Moreover, from the digital footprints spread throughout the Internet, technologies employing a variety of algorithms can extract data that enable them to control mental and relational habits for commercial or political purposes, often without our knowledge, thus limiting our conscious exercise of freedom of choice.

Conversely, freedom and peaceful coexistence are threatened whenever human beings yield to the temptation to selfishness, self-interest, and the desire for profit and the thirst for power. We thus have a duty to broaden our gaze and to direct techno-scientific research towards the pursuit of peace and the common good, in the service of the integral development of individuals and communities.

The inherent dignity of each human being and the fraternity that binds us together as members of the one human family must undergird the development of new technologies and serve as indisputable criteria for evaluating them before they are employed, so that digital progress can occur with due respect for justice and contribute to the cause of peace. Technological developments that do not lead to an improvement in the quality of life of all humanity, but on the contrary aggravate inequalities and conflicts, can never count as true progress.

AI will become increasingly important. The challenges it poses are technical, but also anthropological, educational, social and political. We need to be aware of the rapid transformations now taking place and to manage them in ways that safeguard fundamental human rights and respect the institutions and laws that promote integral human development. AI ought to serve our best human potential and our highest aspirations, not compete with them.

However, the development of a technology that respects and serves human dignity has clear ramifications for our educational institutions and the world of culture. Our young people are growing up in cultural environments pervaded by technology, and this cannot but challenge our methods of teaching, education and training.

Education in the use of forms of artificial intelligence should aim above all at promoting critical thinking. Users of all ages, but especially the



By Bashir Nuckchady

young, need to develop a discerning approach to the use of data and content collected on the web or produced by artificial intelligence systems. Schools, universities and scientific societies are challenged to help students and professionals to grasp the social and ethical aspects of the development and uses of technology.

Training in the use of new means of communication should also take account not only of disinformation, fake news, but also the disturbing recrudescence of certain ancestral fears that have been able to hide and spread behind new technologies. We all need to join our efforts to ensure that progress in developing forms of AI will ultimately serve the cause of human fraternity and peace. It is not the responsibility of a few but of the entire human family. For peace is the fruit of relationships that recognize and welcome others in their inalienable dignity, and of cooperation and commitment in seeking the integral development of all individuals and peoples.

The rapid development of forms of AI will not increase cases of inequality and injustice all too present in today's world, but will help put an end to wars and conflicts, and alleviate many forms of suffering that afflict our human family. May believers, followers of various religions and men and women of good will work together in harmony to embrace the opportunities and confront the challenges posed by the digital revolution and thus hand on to future generations a world of greater solidarity, justice and social harmony.

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Mobilisons-nous contre le trafic humain et le néo-esclavagisme

En marge de la Journée mondiale contre le trafic humain, observée le 3 août dernier, il convient de réfléchir à la pertinence et l'impact de ce crime. De plus, les récents amendements à la *Private Recruitment Agencies Act 2023*, glissée sous la *Workers' Rights Act*, ouvre, selon les syndicalistes, les vannes au trafic humain et à l'exploitation des travailleurs migrants, les mettant à la merci des exploiters potentiels que sont les agents recruteurs.

Aucun être humain ne peut être indifférent à cette situation, car il y a de son rôle de témoin pour l'humanité, et de son engagement de dénoncer l'oppression et l'exploitation, en prenant la défense des opprimés. Le peuple doit dire non aux marchands d'esclaves.

Il est reconnu que le trafic humain est le secteur criminel qui évolue le plus rapidement à travers les frontières de nombreux pays. Plus de 27,6 millions de gens au monde n'ont plus l'autonomie pour déterminer leurs conditions de vie et de travail. Le trafic humain s'est développé en une industrie criminelle lucrative.

La traite des êtres humains consiste à recruter des personnes, à les transférer, à les entremettre par le biais d'intermédiaires, à les héberger ou les accueillir en vue de leur exploitation par des moyens illicites comme la tromperie, les menaces ou d'autres formes de contraintes comme l'enlèvement, la fraude, l'abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant autorité sur une autre.

Alors que le terme trafic humain n'apparaît pas explicitement dans les textes islamiques, l'interdiction de ce crime est évidente par la condamnation de diverses formes d'exploitation qui ont perduré à travers des générations.

A la base de l'offense criminelle associée au trafic humain se trouve le concept de l'exploitation. Celle-ci se rapporte à l'utilisation coercitive, abusive et contre l'éthique d'individus pour des actions illicites, telles que le travail

forcé, l'exploitation sexuelle ou la servitude imposée.

Le trafic humain inclue aussi l'exploitation par l'esclavage, les transactions louches, les activités sexuelles, le trafic d'organes, l'adoption et des actes relevant de l'injustice.

Focalisons sur le domaine du travail et de l'exploitation des travailleurs étrangers. Il est avéré que la majorité des migrants qui sont à Maurice ne savent pas lire le contrat qu'ils auront signé par la force des circonstances. La pauvreté dans leur pays d'origine, ou encore les promesses d'un eldorado où ils pourront manger à leur faim, sont certains des éléments qui les ont poussé à émigrer. Ils sont nombreux à s'être embarqués dans cette aventure sans disposer de toutes les informations nécessaires ou à avoir été leurrés par des personnes exploitant leur ignorance ou leur illettrisme.

Une fois à Maurice, c'est la désillusion totale, découvrant qu'ils ont subi une injustice. Le comble, c'est que certains sont ainsi devenus les propriétés de leur employeur, ce dernier allant jusqu'à détenir leurs passeports. Qui ne se souvient pas de ce propriétaire de boulangerie qui frappait son employé migrant comme si ce dernier lui appartenait ?

La condamnation de toutes les formes d'exploitation est fondée sur le principe fondamental du monothéisme. Cette doctrine encourage la libération des humains de toutes les formes d'esclavage vers l'esclavage et la soumission au Créateur exclusivement. Le principe du monothéisme libère les humains des considérations de statuts sociaux ou de races et exige que chaque personne soit traitée sur une base égale, sans discrimination. Ainsi, toute forme de discrimination ou d'exploitation de l'humanité est contraire aux enseignements islamiques.

Dans le contexte de la migration pour un emploi, de nombreuses victimes du trafic humain ont été leurrés par des promesses d'une meilleure vie, acceptant que leur choix et leur liberté leur soient enlevés.

Sur ce chapitre, l'Islam interdit toute forme de malhonnêteté dans les



transactions. S'engager dans de telles pratiques est jugé frauduleux et peut faire encourir une punition dans l'au-delà.

Dans le contexte du trafic humain, l'intention de s'attaquer aux questions de manque de main-d'œuvre, de réduction de la pauvreté, de crises économiques, de conflits, d'instabilité et de déplacement ne rend pas légitimes les activités de trafic. Ainsi, l'Islam interdit, selon Yousouf Qaradawi, toute exploitation, indépendamment des bonnes intentions en vue de faire respecter les principes de la justice, de l'équité et de l'éthique.

L'exploitation au travail comprend le travail forcé, obligeant les individus à travailler sous contrainte, souvent avec des exigences excessives, des heures supplémentaires et des tâches additionnelles, sans rémunération adéquate. Telle est aussi, selon les syndicats, la réalité à Maurice. À cela s'ajoute l'hébergement dans des chambres de 10 à 15 personnes avec des installations sanitaires insuffisantes, ainsi que des aliments de qualité inférieure.

L'Islam valorise aussi le concept du contrat. Au-delà de sa valeur légale, il jouit d'un statut sacré tenant lieu de convention auprès du Créateur. L'accent est mis sur un contrat clair et transparent pour prévenir toute forme de difficulté.

L'éradication du trafic humain n'est pas seulement un devoir religieux, mais une responsabilité qui exige l'engagement de tout un chacun et la persévérance des individus, des communautés, des décideurs politiques et des organisations internationales pour agir les uns à côté des autres, et ainsi sauvegarder la dignité et les droits de chaque individu en ligne avec les valeurs humaines universelles.

■ Par Mosadeq Sahebodin

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Is our zakat well distributed?

Discussing the need and the steps for the improvement of the living conditions of the poor of the Muslim community, my interlocutor immediately suggested the collection of Zakat and the creation of a zakat fund.

There is already a proliferation of similar organisations whose list gets bigger each year during Ramadan. I once read a poster in front of a Masjid that said "Give us your zakat to be sure it is in safer hands". Whatever that means.

There are a lot of stories about zakat and its benefits. A popular one is that if every Muslim contributes according to his economic status, there will not be a single poor in society. Anyone making such a statement would get a unanimous nod. How one comes to that conclusion is a mystery.

How does one define poverty? I have heard on a radio station of someone considered poor who did not have enough to buy a birthday present or bake a cake. Another one lamented that they had to forego their favourite brand of whisky; in England someone is considered poor if he cannot buy a round of drinks in his favourite pub. Has it occurred to those in charge of the distribution of zakat that there is no universal definition of poverty and that concept varies from country to country and culture to culture? In some societies religious men go round with a begging bowl. In some cultures someone would prefer to go hungry rather than ask for charity. In other societies some people try to cheat the system in order to qualify for social security handouts.

Who knows how to combat poverty? The simplest way is to give handouts and create dependency. You will recall that all governments, since that the

welfare state was created, have been fighting poverty with the cruel paradox that poverty has a longer life than governments. And if poverty is gone, one wonders what the justification will be for having a government at all!

Moreover it is possible that, with one supplicant knocking on several doors, the distribution is uneven. There is no doubt that in their zeal some donors compete with national institutions in their quest for jannat through charity. How would you describe it if a Zakat fund is financing a student on a course that is fee-free at the University of Mauritius? Or paying for a surgery which can be done free in our hospitals? And how about supplementing the monthly income of a couple who is already receiving Rs36,000 of monthly pensions?

Adi Setia, in an article on Islamic Economics, quoted a Hadith which I would like to sum up: A Sahabi came to ask for a handout from Rsaw. The prophet of Allah swt asked him to bring whatever he had in his house. The Sahabi returned with a drinking bowl and a saddle blanket which Rsaw sold to the highest bidder, handed the proceeds to his companion and asked him to buy food for his family

of Allāh (may Allāh bless him and give him peace), said to him, "This is better for you than begging thereby scarring your face on the Day of Resurrection".

In the words of Setia, this story is food for thought with respect to Islam's general attitude towards working for a living (kasb). The poor are not to resort to begging (su'āl) so long as they are physically fit and able to work for their livelihood by pursuing a craft, trading, farming, hunting, foraging, working for a wage, and so on. Instead of giving handouts to the poor, one is to first ascertain their capacity to work and advise them accordingly, for they may not be really poor by general standards but only conditioned into thinking they are poor. Thus we find in this hadith the Prophet, (Allah bless him and give him peace), giving what we may now call "business advice" to a young man finding his way in the world.

The general idea here is trade not aid, industry not charity. My personal experience is that the poor are generally able to help themselves out of poverty.

I for one believe that there is a pressing need to rationalise the collection and distribution of Zakat through the help of professionals qualified in Social Administration.



with half the proceeds and an axe with the other half. He advised him to chop fire wood and sell it. The Sahabi returned after two weeks with ten dirhams. The Messenger

That will ONLY make for better outcomes.

■ By Dawood Auleear

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Hazrat Peer Mehr Ali Shah (R.A)

Hazrat Peer Meher Ali Shah (14 avril 1859 – mai 1937), était un grand Waliullah et un poète Punjabi. C'était aussi un grand 'Alim, un soufi et il est surtout connu pour son défi vis-à-vis de Mirza Ghulam Ahmad Qadiani, dont il a réfuté les fausses idéologies dans son livre Saif-e-Chishtiyai (Le glaive des Chishtis).

Peer Meher Ali Shah (R.A) était un descendant du côté de son père, Nazr Din Shah, de Sayyiduna Abdul Qadir Jilani (R.A) dans la 25ème génération, et du Noble Prophète Muhammad (PSSL) à travers Imam Hassan Ibn-e-Ali (R.A) dans la 38ème génération. Du côté de sa mère, Masuma Mawsufa, il descend de Sayyiduna Abdul Qadir Jilani (R.A) dans la 24ème génération et du Noble Prophète (PSSL) à travers Imam Husayn Ibn Ali dans la 37ème génération. Il a fait ses premières études dans le Khanqah et suivi des cours d'Urdu et de Farsi dans la Madrassa de sa localité. Ayant terminé ses études à l'âge de 15 ans à Angah, il fit des études supérieures dans l'Uttar Pradesh, puis dans différents endroits en Inde notamment Lucknow, Deoband, Rampur, Kanpur, Aligarh, Delhi and Saharanpur, qui étaient à l'époque des centres islamiques importants.

Pendant son séjour à Delhi, Hazrat Meher Ali Shah (R.A) a étudié auprès de Maulana Syed Nazeer Husain (R.A). Puis il est devenu le disciple de Khawaja Shams-uddin Sialvi (R.A) et a reçu de lui le Khilafa. Dans sa biographie, il est aussi fait mention qu'il a reçu le Khilafat de Haji Imdadullah Muhaajir Makki (R.A) quand il a visité la Mecque lors de son pèlerinage.

De par sa vaste érudition on le considérait, tout comme son ami le Qazi Mian Muhammad Amjad, comme une autorité en ce qui concerne les enseignements

du Shaykh al Akbar Muhyuddin Ibn Arabi (R.A), dont il était un fervent partisan de la doctrine de Wahdatul Wujud. Même si Peer Mehr Ali Shah (R.A) était un descendant direct de Sayyiduna Abdul Qadir Jilani (R.A), il était toutefois rattaché dans la chaîne initiatique aux Nizamis Chishtis suivant la branche de Hazrat Khwaja Nizamuddeen Awliya (R.A). D'ailleurs il était un maître soufi accompli ayant atteint les sommets du Ma'rifat (connaissance d'Allah).

Quand il est allé accomplir le Hajj, le navire l'a déposé à Jeddah. A cette époque, les pèlerins marchaient de Jeddah jusqu'à Makkah Mukarramah. Arrivé dans la vallée de Hamrah, à l'heure de Namaz Assr, il était si épuisé par la marche sous un soleil de plomb qu'il n'a pas accompli les 4 Sunnat du Namaz Assr. Aussitôt avoir accompli les rakaates Farz de Assr, il s'est assoupi et dans son rêve il a vu le Saint Prophète (PSSL) lui reprochant de n'avoir pas accompli les quatre rakaates Sunnat Ghair Muakkada de Assr. [Beaucoup de gens ont tendance à négliger ces Namaz Sunnat puisqu'ils ne sont pas des Sunnat Muakkada et pourtant elles ont une grande importance au regard de Rassoolullah (PSSL)].

Hazrat Peer Mehr Ali Shah (R.A) n'avait pas encore vu le Noble Prophète (PSSL) en rêve et la beauté de ce visage qu'il apercevait pour la première fois l'a tellement bouleversé qu'il a toute de suite commencé à écrire des vers qui deviendront par la suite la plus célèbre Qaseeda de la langue Punjabi, sa langue maternelle. Cette Qaseeda c'est le Aaj Sik Mitran Di Wadherye, très populaire au Punjab pakistanais. Lors de son séjour à Madina Munawwarah, il n'en pouvait plus tellement il avait envie de revoir le visage resplendissant du Bien-aimé Prophète (PSSL), et on pense qu'il a eu l'occasion de voir Nabi-e-Kareem (PSSL) en état d'éveil, selon les derniers couplets de la même Qaseeda.

Peer Mehr Ali Shah (R.A) a accompli de nombreux prodiges. Un jour, un officier britannique de haut rang vint vers lui et lui montra sa longue vue (binocles). Il lui expliqua comment il pouvait voir de très loin avec son appareil et avec un ton méprisant l'anglais lui dit que cette technologie n'était pas à la portée des musulmans. Peer Mehr Ali Shah (R.A) lui demanda de se rapprocher et lui montra son chapelet (Tasbih) qu'il était en train d'utiliser à ce moment-là. Il demanda à l'officier de regarder bien au milieu du chapelet (tasbih). Quand celui-ci obtempéra ses yeux s'ouvrirent grands et il s'exclama : « Par Dieu ! Je peux voir ma maison en Angleterre et je peux même voir ma famille en train de prendre le thé dans mon salon ! » [Depuis l'Inde, il pouvait contempler la vue de sa maison en Angleterre par le biais du tasbih de Peer Mehr Ali Shah (R.A)]

Au début du mois de d'avril 1937, Peer Mehr Ali Shah (R.A) attrapa froid, ce qui par la suite se développa en une forte fièvre qui dura plusieurs jours. Sa santé se détériora pendant les derniers jours de Safar 1356 Hijri. Juste avant d'expirer son dernier souffle, il prononça le mot Allah des tréfonds de son cœur d'une telle manière que tous ceux présents ont pu ressentir un frémissement dans le corps entier. Il répéta le mot Allah une deuxième fois et puis tourna son visage vers la Qibla. Il venait d'expirer son dernier souffle.

Chaque année, son Urs Shareef est célébré trois jours durant du 27 au 29 Safar à Golra Shareef, Islamabad. Des milliers de fidèles dans le monde entier se font un devoir d'y assister. Son petit-fils n'était autre que Peer Naseeruddin Nasseer, grand 'Alim et compagnon de Hazrat Maulana Shah Ahmad Noorani Siddiqui (R.A).

■ **Abdus Saboor Mohamed Saleh**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Le Waqf comme outil d'autonomisation des communautés et de développement



Le WAQF est un puissant moyen ou mécanisme d'autonomisation des communautés.

Dans le contexte du développement communautaire, l'autonomisation peut être définie comme un processus par lequel les membres d'une communauté s'organisent pour mobiliser, posséder, contrôler, investir et gérer leurs ressources collectives.

Cela favorisera la résilience et l'autonomie de la communauté afin de répondre à ses préoccupations, besoins et objectifs, et de les concrétiser.

D'un autre côté, être démuné de pouvoir, c'est manquer de ressources – qu'elles soient financières ou sociales, de capacités, d'aptitudes, être privé de droits, être sans leader – que ce soit individuellement ou collectivement.

Nous avons vu comment des communautés ont été décimées par la privation de terres, l'accès limité à l'éducation, la destruction de la structure familiale, le vol des ressources économiques, et la destruction de l'écosystème, souvent sous l'action de gouvernements tyranniques.

Être dépossédé de son pouvoir, c'est être relégué à l'esclavage, être l'opprimé, le mendiant, et se voir refuser la dignité humaine.

Ainsi, si une communauté veut être responsable de son propre destin, protéger ses précieuses ressources humaines et matérielles, sa culture et ses traditions, son environnement, son héritage intellectuel et sa sécurité, elle doit adopter une ligne de conduite qui favorise son émancipation plutôt que son affaiblissement.

Être émancipé, c'est avoir la capacité de faire le bien, d'être résilient, d'éviter l'oppression, d'être bienveillant et de rechercher la justice sociale.

Abou Hourayra (RA) a rapporté que le Messager d'Allah (SAW) a dit : « *Un croyant fort est meilleur et plus aimable à Allah qu'un croyant faible, et il y a du bon en chacun...* »

Une autre question peut être posée : de quelle manière un croyant doit-il être fort ?

Il existe de nombreuses façons d'être fort : la force physique, le courage et l'intrépidité, la force de caractère, les valeurs, l'esprit, la morale et l'éthique, l'imaan et/ou la foi ; la force de stature, la dignité, les droits de l'homme, et le fait d'être responsable et de rendre des comptes.

Nous pouvons être forts individuellement, en tant que famille, en tant que quartier ou collectivement, en tant que communauté et en tant qu'oumma.

Nous pouvons être forts intellectuellement avec une grande culture d'apprentissage, de lecture, de recherche et d'écriture ; en ayant une base économique solide dans divers secteurs de l'économie – entreprises, industries, immobilier, agriculture, mines, technologie, santé, loisirs, détente ; dans le sport et les loisirs ; dans la science et la technologie ; en étant créatifs dans la recherche de solutions aux problèmes et aux questions humaines et environnementales ; et en ayant des membres de la communauté hautement qualifiés qui sont également très demandés par le public pour leur excellent service et leur engagement envers la communauté – comme étant indispensables.

Nous pouvons être forts en leadership et en gestion. Et plus encore.

Allah ordonne dans la sourate Aale Imraan : « *Ô vous qui avez atteint la foi, persévérez dans la patience et la constance ; rivalisez dans cette persévérance ; Fortifiez-vous les uns les autres et soyez conscients de Dieu, afin que vous puissiez prospérer.* » (3:200)

De plus, Allah ordonne dans la sourate al-Anfal : « *Et préparez-leur ce que vous pouvez en force [d'armes] et en cavalerie [pour la bataille]...* » (8:60)

Le verset ci-dessus exhorte les croyants à se préparer de toutes les manières possibles en termes de puissance et de force – même de force militaire.

Il existe de nombreuses façons de devenir une communauté forte et autonome. L'une des méthodes éprouvées est le système waqf – mobilisation, possession, contrôle et gestion de nos ressources collectives.

Aujourd'hui, il est de notre devoir collectif – ceux qui en ont la capacité et les moyens – que chacun d'entre nous devienne un contributeur à la cause d'Allah.

La méthode waqf est la manière la plus puissante et la plus durable de mobiliser nos ressources collectives.

Que chaque famille musulmane de chaque village, ville et cité contribue au minimum

à hauteur de 100 rands par famille (ou 20 rands par personne et par mois).

Faisons le calcul :

100 000 familles : (en moyenne cinq personnes par famille, à 20 rands par personne et par mois) (100 rands par famille et par mois) 100 000 X 100 rands = 10 000 000 rands par mois X 12 = 120 000 000 rands par an.

Dans 8,3 ans, la oumma aurait un fonds collectif de 1 milliard de rands. Pouvez-vous imaginer dans 20 à 50 ans ? Pouvez-vous imaginer si toutes les familles musulmanes d'Afrique du Sud devenaient des contributeurs à notre fonds waqf central ?

Est-ce réalisable ? Un « oui » retentissant de la part de nombreuses personnes à qui nous avons parlé. Cela ne ferait-il pas de la oumma musulmane d'Afrique du Sud une force redoutable ?

Grâce à cette mobilisation de capitaux, nous pourrions, en tant que communauté, éradiquer la pauvreté au sein de la communauté. Nous veillerions à ce que chaque enfant musulman bénéficie de la meilleure tarbiyyah et de la meilleure éducation.

Nous nous efforcerions d'avoir un logement, des soins de santé et une sécurité adéquats, et nous serions en mesure d'apporter de grandes contributions dans tous les domaines de la vie sud-africaine : élimination de la pauvreté, lutte contre les inégalités, projets de sécurité alimentaire et hydrique et centres de dawah.

Nous pourrions avoir une forte présence médiatique, construire des écoles et des cliniques, former de futurs jeunes leaders, favoriser la cohésion sociale et promouvoir des idéaux positifs... et toute contribution imaginable au développement et à l'autonomisation des communautés.

Si chacun d'entre nous s'unissait pour renforcer nos ressources collectives, nous serions en mesure de réaliser des exploits inimaginables et de restaurer la grandeur de la communauté de Rasoolullah (SAW) – tout cela pour le plaisir d'Allah.

Mais nous devons changer de cap et nous orienter vers l'œuvre de charité islamique volontaire la plus sacrée, la plus puissante et la plus durable. Awqaf SA montre la voie – la voie du waqf, la voie de l'autonomisation vers la solidarité communautaire et les fonds souverains communautaires.

■ **Zeinoul Abedien Cajee**
(Ancien PDG d'Awqaf SA)

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

Maurice accueille un tournoi palpitant de Kyokushin Knockdown

Maurice a accueilli le prestigieux tournoi de Kyokushin Knockdown, une compétition internationale organisée par le *World Kyokushin Budokai Mauritius*. L'événement, qui s'est tenu vendredi soir au Taher Bagh dans la capitale, a rassemblé plusieurs organisations renommées telles que la *Kyokushin World Federation Mauritius* et l'*International Karate Organisation Nakamura Mauritius*, ainsi que les meilleurs pratiquants de Kyokushin venant de pays voisins comme la France et l'île de la Réunion, chacun étant désireux de montrer son esprit compétitif sur une scène internationale. Leur participation a non seulement reflété leur engagement envers l'évolution du Kyokushin, mais aussi leur dévouement à promouvoir le travail d'équipe et le respect des traditions du Kyokushin. Ce tournoi est bien plus qu'une simple compétition ; c'est une opportunité de se connecter avec des pairs du monde entier, d'échanger des idées et de démontrer la puissance de la collaboration.

Une vitrine d'excellence en arts martiaux

Le tournoi, réputé pour ses combats intenses et en *full-contact*, a vu la participation de plus de 80 compétiteurs issus des différentes organisations de Kyokushin participantes. Le format du tournoi, conçu pour pousser les compétiteurs à leurs limites, a offert une série de combats intenses où seules les équipes les plus fortes et les plus stratégiques pouvaient avancer.

Chaque organisation a apporté ses propres forces sur le tatami, ce qui a abouti à une série de batailles acharnées qui ont tenu les spectateurs en haleine.

« Le niveau de la compétition était extraordinaire. C'est inspirant de voir un tel dévouement et une telle



maîtrise de la part des athlètes locaux et internationaux. Ce tournoi, démontrant la discipline et l'esprit indomptable caractéristiques du Kyokushin karate, a véritablement élevé le statut du Kyokushin karate à Maurice et dans la région de l'océan Indien », a déclaré Sensei Ismaïl Patel, l'organisateur et responsable du *World Kyokushin Budokai Mauritius*.

Pour la communauté locale de Kyokushin, le tournoi a été une opportunité en or de se mesurer aux meilleurs combattants et de gagner une expérience précieuse. Les athlètes mauriciens ont fait preuve d'habileté et de détermination, gagnant l'admiration et le respect de leurs pairs et des spectateurs.

Parmi les performances remarquables, Carmallay Answaar s'est imposé en tant que Champion dans la division masculine des poids lourds. « Gagner sur le sol natal, devant ma famille et mes amis, est un rêve devenu réalité. Cette expérience

a été incroyablement enrichissante et m'a motivé à viser encore plus haut dans mes futures compétitions », a-t-il déclaré.

Dans la division masculine des poids légers, Ibrahim Arshad a décroché une place de finaliste bien méritée, faisant preuve d'une technique et d'une endurance remarquables. « Se mesurer à des combattants internationaux était un défi, mais aussi très enrichissant. J'ai appris énormément et je me sens mieux préparé pour les futurs tournois », a-t-il noté.

Un pas en avant pour le Kyokushin à Maurice

Le succès du tournoi de Kyokushin Knockdown a solidifié la réputation de Maurice en tant qu'hôte compétent et accueillant pour les grands événements sportifs internationaux. Le *World Kyokushin Budokai Mauritius* prévoit de capitaliser sur cet élan, avec des initiatives futures visant à nourrir le



talent local et à promouvoir les valeurs du Kyokushin karate.

« Ce tournoi a été une étape significative pour nous. Nous sommes déterminés à continuer de développer le Kyokushin karate à Maurice et à offrir à nos athlètes plus d'opportunités de briller sur la scène mondiale », a remarqué Sensei Patel.

Fierté communautaire et perspectives d'avenir

Le succès du tournoi a insufflé un sentiment de fierté au sein de la communauté locale. Les efforts de collaboration des bénévoles, des autorités locales et des sponsors

ont été déterminants dans la réussite de l'événement. Alors que le dernier combat se concluait et que les champions étaient célébrés, il était clair que le tournoi de Kyokushin Knockdown avait laissé un héritage durable.

« Nos athlètes ont démontré leurs compétences exceptionnelles et leur détermination. Cet événement a non seulement mis en lumière leur talent, mais a également rassemblé notre communauté dans une célébration des arts martiaux. L'avenir est prometteur pour le Kyokushin karate à Maurice », a déclaré Sensei Patel.

En conclusion, le tournoi de Kyokushin Knockdown a été un succès retentissant, mettant en valeur la capacité de l'île à accueillir des événements de classe mondiale et le talent exceptionnel de ses athlètes. Avec des projets déjà en cours pour de futures compétitions, Maurice est en passe de devenir un centre de premier plan pour le Kyokushin karate et d'autres événements sportifs internationaux.

Notre plus profonde gratitude à notre sponsor platine, la *Surtee Soonee Mussulman Society*, pour nous avoir accompagnés à chaque étape de l'organisation de ce tournoi. Merci à *China Home Store*, *Whey Holidays Mauritius*, *Sanitex Homeware* et *Miel'Or* pour votre soutien précieux et votre partenariat. Un merci tout particulier à tous les parents, votre soutien a joué un rôle déterminant dans le succès de cet événement, et nous vous sommes incroyablement reconnaissants pour votre dévouement.

Résultats du Tournoi de Kyokushin Knockdown Kids Superlightweight

1. Jankee Sean – KWF Mauritius
2. Kristnaje Zayaan – WKB Mauritius
3. Sheik Madan Yassin – WKB Mauritius
3. TARACONAT Quentin – WKB Réunion

Kids Lightweight

1. Boisvilliers Raphael – KWF France
2. Dowlut Yaqoob – WKB Mauritius
3. Boodhoo Udhav – I.K.O.N Mauritius
3. LOUISE Kéenan – WKB Réunion

Kids Middleweight

1. Emambocus Yusuf – WKB Mauritius
2. Seeburn Lakshiket - I.K.O.N Mauritius
3. RAKOTOMENA Lorys – WKB Réunion
3. Boodoo Hamza - WKB Mauritius

Kids Heavyweight

1. Jawaheerkhan Zihaan Ally – WKB Mauritius
2. Bundhoo Zakariyya – WKB Mauritius
3. Atchia Zayn Adam - WKB Mauritius
3. GRONDIN Kiran - WKB Réunion

Youth Lightweight

1. Abdoolla Ally Raza – WKB Mauritius
2. Callachand Rehan – WKB Mauritius
3. Khatib Yacoob – WKB Mauritius
3. Rustom Shayaan – WKB Mauritius

Youth Middleweight

1. Maillot Enzo – KWF France
2. Ramjany Shabaz – WKB Mauritius
3. Ronak Singh Soobhug – KWF Mauritius
3. Auturally Aymaan – WKB Mauritius

Youth Heavyweight

1. Matthys Sangarin – KWF France
2. Hosenbux Iyaad – WKB Mauritius
3. Dornishsing Tokising – KWF Mauritius
3. Hoolass Furquan – WKB Mauritius

Junior Lightweight

1. Jamalooden Luqmaan – WKB Mauritius
2. Jauforally Aymaan – WKB Mauritius
3. Kadirbuccus Hijaz – WKB Mauritius

Junior Middleweight

1. Yousuf Umar – WKB Mauritius
2. Haurdhah Durgesh – I.K.O.N Mauritius
3. Siow Young Ryan – WKB Mauritius
3. Sk Batchamea Hussein – WKB Mauritius

Junior Heavyweight

1. Begue Robert Lucas – WKB Réunion
2. Loic Sandian – KWF Mauritius
3. Bauccha Uqbah – WKB Mauritius
3. Patel Ridwaan – WKB Mauritius

Senior Lightweight

1. Combo Abdoul Karim – WKB Réunion
2. Ibrahim Arshad – WKB Mauritius
3. Ramjany Safwan – WKB Mauritius
3. Mohabuth Aslam – WKB Mauritius

Senior Middleweight

1. Cherimont Aurélien – KWF France
2. Ramjany Salman – WKB Mauritius
3. Khodadin Musharraf Ally – WKB Mauritius
3. Emambokus Ismail – WKB Mauritius

Senior Heavyweight

1. Carmally Answaar – WKB Mauritius
2. Law Juguessur – KWF Mauritius
3. Karan Fulsunge – KWF Mauritius
3. Mohamed Hossain Zafir – WKB Mauritius

Meilleur Combattant

: Cherimont Aurélien – KWF France

Meilleur Technicien : Combo Abdoul Karim – WKB Réunion

Manchester United sauvé par sa recrue Joshua Zirkzee face à Fulham en ouverture de la Premier League

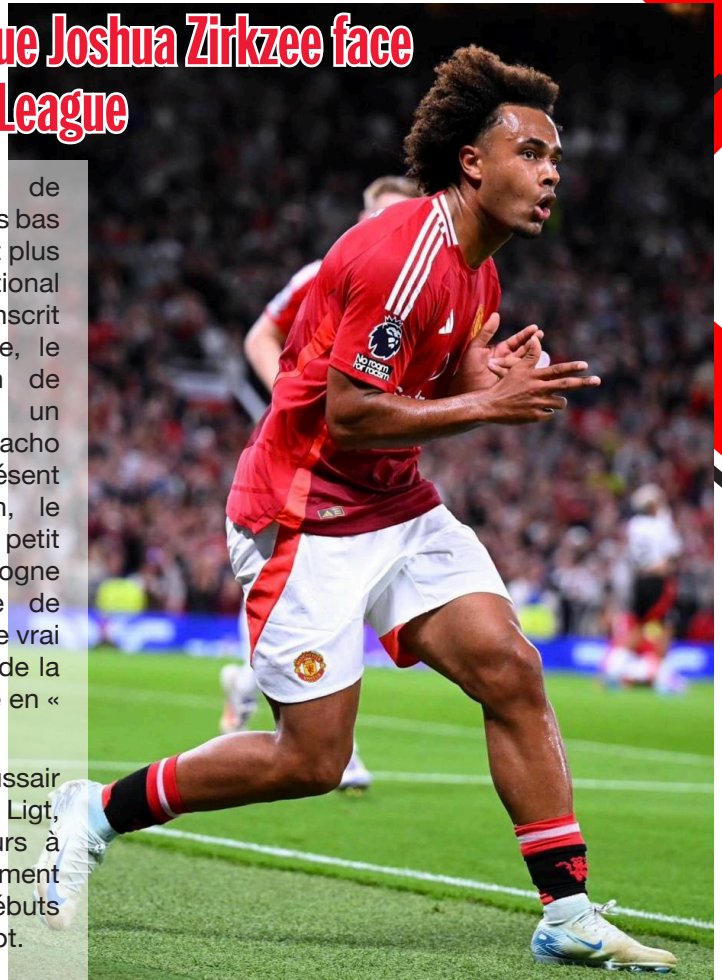
Pour le premier match de Premier League de la saison, Manchester United s'en est sorti en fin de rencontre face à Fulham, grâce à son nouvel attaquant Joshua Zirkzee. Rien n'a été facile pour les Red Devils lors de l'ouverture de la saison 2024-2025 de Premier League. Opposés à Fulham, les Mancuniens ont été proches de laisser échapper des premiers points malgré une rencontre animée. Bruno Fernandes, positionné en numéro 9 au début de la rencontre, a notamment raté deux situations très franches (29e, 34e).

Mazraoui et De Ligt ont joué

Entré en jeu à la 61e à la place de Mason Mount, Joshua Zirkzee a permis

à Bruno Fernandes de redescendre un cran plus bas dans un poste qui lui est plus habituel. Mais l'international néerlandais a surtout inscrit le but de la délivrance, le premier de la saison de Premier League, sur un excellent centre de Garnacho à la 87e. Également présent au départ de l'action, le joueur recruté pour un petit peu plus de 40 M€ à Bologne a comblé le manque de finition dû à l'absence de vrai numéro 9 lors du reste de la rencontre. Une première en « PL » réussie.

À noter que Noussair Mazraoui et Matthijs de Ligt, arrivés il y a trois jours à Manchester, ont également tous deux fait leurs débuts sous leur nouveau maillot.



Manchester City perd Oscar Bobb pour « trois ou quatre mois » (Guardiola)

L'ailier norvégien Oscar Bobb, blessé à une jambe à l'entraînement, n'est pas attendu de retour dans l'équipe de Manchester City avant «trois ou quatre mois», a annoncé vendredi l'entraîneur Pep Guardiola.

Le joueur de 21 ans a réalisé une pré-saison de haut niveau et était titulaire le week-end dernier lors de la victoire contre Manchester United au Community Shield, avant de subir une grave blessure en

début de semaine à l'entraînement.

Parti à Barcelone, il devait se faire opérer dans la journée, a précisé Guardiola durant la conférence de presse précédant le déplacement dimanche (17h30) à Chelsea pour la reprise de la Premier League.

«Nous attendons qu'il revienne aussi vite que possible, dans trois ou quatre mois», a ajouté l'entraîneur espagnol.

L'ailier droit a été utilisé durant 26 rencontres toutes compétitions confondues la saison dernière, intégrant régulièrement la rotation mise en place par Guardiola. Au regard de ses prestations récentes, l'international norvégien pouvait espérer davantage de temps de jeu avec Manchester City, quadruple champion d'Angleterre en titre.

